

INTERPELLATION

Mme la présidente.- L'ordre du jour appelle l'interpellation de Mme Lemesre.

INTERPELLATION DE MME MARION LEMESRE

À M. CHARLES PICQUÉ, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

concernant "l'accueil de gens du voyage sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale".

Mme la présidente.- La parole est à Mme Lemesre.

Mme Marion Lemesre.- Le conseil communal de la Ville de Bruxelles a voté, le 11 janvier dernier, la mobilisation d'un crédit de 800.000 euros pour l'aménagement d'un terrain de 40 ares pour les gens du voyage.

Ce terrain, situé à Haren, rue de la Grenouillette, proposera 21 emplacements aux personnes concernées, qui bénéficieront également de sanitaires. Un deuxième pavillon sera bâti dans lequel la gestion du lieu sera assurée. Les travaux pourraient commencer au mois de septembre prochain dès que la Ville aura obtenu l'approbation de la tutelle régionale.

En la matière, la Ville de Bruxelles fait figure de précurseur dans un dossier qui relève de vos compétences. Je m'interroge sur la nécessité d'une telle dépense, tout d'abord au regard des difficultés économiques actuelles, mais aussi sur l'utilisation de ces terrains dans une partie du territoire de la Ville qui mériterait que l'on s'y attarde pour d'autres types de développement.

INTERPELLATIE

Mevrouw de voorzitter.- Aan de orde is de interpellatie van mevrouw Lemesre.

INTERPELLATIE VAN MEVROUW MARION LEMESRE

TOT DE HEER CHARLES PICQUÉ, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING,

betreffende "de opvang van woonwagengewoners op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Lemesre heeft het woord.

Mevrouw Marion Lemesre (in het Frans).- *Op 11 januari 2010 keurde de gemeenteraad van Brussel een krediet van 800.000 euro goed voor de inrichting van een terrein van 40 are voor woonwagengewoners.*

Op dit terrein aan de Waterranonkelstraat komen 21 standplaatsen met sanitaire voorzieningen. Als de toezienende overheid de toestemming geeft, kunnen de werken in september beginnen.

De Stad Brussel komt hiermee op het terrein van uw bevoegdheden. Is zo'n uitgave verantwoord in de huidige economische crisis en op een locatie die beter gebruikt zou worden voor andere vormen van stadsontwikkeling?

Ruim een jaar geleden antwoordde u op een dringende vraag dat er voor dergelijke projecten een gewestelijke subsidie bestond voor de gemeenten van 13.000 euro.

Het terrein in Haren werd overigens nooit gebruikt. U zegt dat u het initiatief van de stad wilt

Je vous avais déjà interrogé à ce propos il y a un peu plus d'un an par le biais d'une question d'actualité. Vous aviez indiqué qu'il était «possible d'aider la Ville de Bruxelles à travers les compétences du ministre M. Kir en matière d'aide aux personnes et d'infrastructures ». Ce subsidie à destination des communes, qui existe bel et bien, s'élève à 13.000 euros, soit, dans le cas de Haren, un tiers d'emplacement !

De surcroît, j'ai appris par voie de presse que celui-ci n'a jamais été utilisé. Vous vous disiez également prêt à soutenir l'initiative de la ville. Qu'en est-il ? Dois-je vous rappeler qu'une résolution relative à la création de plusieurs terrains de transit destinés aux gens du voyage, cosignée par l'ensemble des partis démocratiques, a été votée en ce parlement en 2004 ? Qu'avez-vous, fait depuis lors ? Rien !

Face à cette absence de volonté politique, et afin de vous rafraîchir la mémoire, je vais vous rappeler les demandes alors faites au gouvernement. Cette résolution demandait clairement :

- de sélectionner, d'affecter, d'aménager et d'équiper plusieurs terrains de transit d'une superficie minimale de 2.000 m² destinés au stationnement des gens du voyage pour une période n'excédant pas trois semaines;
- de consulter les associations locales de gens du voyage et les communes sur le territoire desquelles seront situés les terrains sélectionnés;
- d'aménager les terrains de transit, notamment en les stabilisant et en assurant des voies d'accès et de manoeuvre, et de les équiper d'arrivées d'eau, de bornes d'incendie et d'éclairage public;
- d'assurer le ramassage des immondices par les services de la Région;
- de désigner une personne ou une association choisie pour son expérience et ses compétences dans le domaine de l'accompagnement des gens du voyage qui aura pour tâche la gestion et l'entretien des terrains de transit ainsi que d'assurer le contact entre les occupants des terrains de transit et la Région;
- d'octroyer les permissions de stationnement moyennant la perception d'une redevance liée à l'utilisation du terrain de transit, à charge des gens du voyage;
- de n'octroyer aux groupes d'occupants une permission de stationnement supérieure à trois

steunen. Hoe zit het daarmee? Sinds het parlement in 2004 een resolutie goedkeurde over de aanleg van transitterreinen, hebt u daar nog niets voor gedaan!

De resolutie vroeg om:

- *verscheidene transitterreinen van minstens 2.000 m² aan te leggen waar woonwageneigenaren gedurende hoogstens drie weken kunnen verblijven;*
- *de plaatselijke verenigingen van woonwageneigenaren en de betrokken gemeenten te raadplegen;*
- *de terreinen te stabiliseren en te voorzien van voldoende toegangswegen, waterpunten, brandinstallaties en openbare verlichting;*
- *de huisvuilophaling op de terreinen te organiseren;*
- *een persoon of vereniging aan te duiden voor het beheer en het onderhoud van de terreinen en als contactpersoon met de woonwageneigenaren;*
- *aan de woonwageneigenaren tegen betaling parkeervergunningen af te leveren voor maximaal drie weken, tenzij om uitzonderlijke redenen.*

Het Brussels Gewest loopt achter op Vlaanderen en Wallonië. In Vlaanderen zijn er al een dertigtal residentiële terreinen en een transitterrein in Antwerpen.

De Waalse regering verstrekt een subsidie van 60% aan de gemeenten die een woonwagenterrein aanleggen. Het gewest hoort een gelijkaardig initiatief te nemen en de inspanningen van de Stad Brussel te steunen.

Hoe staat het met de uitvoering van de resolutie? Heeft de regering die al besproken?

semaines que pour raisons exceptionnelles et sur demande motivée de cette personne ou association;
- de limiter ces permissions de stationnement à trois semaines, sauf dérogation motivée pour raisons exceptionnelles, pour assurer une rotation suffisante."

Notre Région est à la traîne par rapport à ses homologues flamande et wallonne. En effet, en Flandre, il existe une trentaine de terrains résidentiels et un terrain de transit situé à Anvers.

Quant au gouvernement wallon, il encourage les communes à aménager des aires de stationnement. L'article 44 du Code wallon du logement, modifié le 15 mai 2003, prévoit une subvention régionale à hauteur de 60% pour l'équipement et l'aménagement de terrains destinés à accueillir les gens du voyage. M. le ministre-président, pourrait-on au moins appliquer une telle disposition pour financer l'investissement fait par la Ville de Bruxelles, vu la carence régionale en la matière ?

Je souhaiterais donc savoir où en est la mise en oeuvre de cette résolution. A-t-elle fait l'objet de discussions au sein du gouvernement ?

Discussion

Mme la présidente.- La parole est à M. Lurquin.

M. Vincent Lurquin.- M. le ministre-président, vous avez dit, lors de votre première intervention, que l'histoire est une éternelle répétition. Je crois que Mme Lemesre a pris cela à la lettre puisqu'elle pose la même question que celle qu'elle avait posée le 18 janvier 2008, au même ministre-président mais sous une autre législature. Sa question d'actualité de l'époque s'intitulait "l'éventuelle intervention régionale suite à la mise à disposition par la Ville de Bruxelles d'un terrain pour l'accueil des gens du voyage". Vous voyez que j'ai une connaissance exégétique des écrits de Mme Lemesre !

La question est : en deux ans, qu'a-t-on fait par rapport à ces gens du voyage qui ne sont peut-être pas dans la détresse, mais éprouvent probablement une certaine déception par rapport à la politique appliquée ? Il y a une bonne nouvelle, à savoir la

Bespreking

Mevrouw de voorzitter.- De heer Lurquin heeft het woord.

De heer Vincent Lurquin (in het Frans).- *Mevrouw Lemesre heeft u reeds op 18 januari 2008 over dit onderwerp geïnterpelleerd. Wat hebt u de voorbije twee jaar gedaan ten voordele van de woonwagengebwoners?*

Op 11 januari heeft de Stad Brussel beslist om een bedrag van 800.000 euro uit te trekken voor de inrichting van een woonwagenterrein van 40 are aan de Waterranonkelstraat in Haren. Dat is een stap in de goede richting, want de onthaalstructuur in Brussel is nagenoeg onbestaande en de woonwagengebwoners worden nog te veel gediscrimineerd.

Dit initiatief is misschien de aanzet tot een daadwerkelijk beleid. De gemeenten en het gewest hebben te vaak de ogen gesloten voor de problemen van de woonwagengebwoners en

décision du 11 janvier de la Ville de Bruxelles de mobiliser un crédit de 800.000 euros pour l'aménagement d'un terrain de 40 ares destiné aux gens du voyage, rue de la Grenouillette à Haren.

C'est à l'évidence un pas dans la bonne direction pour gommer l'absence quasi totale de lieu d'accueil à Bruxelles, mais également pour qu'il y ait une conscientisation par rapport à une population encore trop souvent discriminée. Vous serez d'accord avec moi, M. le ministre-président. C'est peut-être aussi le début d'une réelle politique au niveau des communes et de la Région, lesquelles fermaient trop souvent les yeux sur le problème des gens du voyage et n'exploitaient pas la richesse culturelle que constitue leur présence à Bruxelles.

Je crois également, en complément de ce qu'a dit Mme Lemesre, que cette initiative de la Ville de Bruxelles doit être l'occasion d'ouvrir une réflexion globale sur la problématique des gens du voyage. Les questions sont nombreuses : comment organiser l'instruction des enfants, comment organiser une interculturalité, laquelle s'impose parfois assez brutalement, comment appliquer nos Codes et notamment celui du logement à ce qu'on appelle des résidents nomades ? Ce n'est pas simple non plus en droit.

La question de Mme Lemesre ouvre une première réflexion quant à l'accueil qui doit s'organiser dans la capitale européenne qu'est Bruxelles.

Nous avons eu quelques discussions avec les gens du voyage, qui ont permis de pointer quatre priorités par rapport à cet accueil :

Premièrement, ils demandent un terrain provisoire. Haren est un terrain définitif. La nécessité, nous disent-ils, est de pouvoir également s'installer sur des terrains provisoires comme des grands parkings ou des terrains temporairement inoccupés. Ils ne demandent pas un immense équipement, mais se contentent d'un point d'eau. Ils ne demandent pas non plus beaucoup de services, le seul service nécessaire étant celui des voiries.

Dans cette optique, aucune commune ne peut se réfugier derrière l'absence d'infrastructures sophistiquées pour accueillir les gens du voyage.

exploiteren de culturele rijkdom van hun aanwezigheid in Brussel niet voldoende. Ik hoop dat u dit initiatief zult aangrijpen om het debat open te breken. Wat met het onderwijs aan de kinderen van de woonwagenbewoners, op welke manier is de Huisvestingscode hier toepasbaar enzovoort. Juridisch gezien zijn dat geen eenvoudige vragen.

Uit de gesprekken die wij met de woonwagenbewoners hebben gehad, blijkt dat zij de volgende vier punten belangrijk vinden.

Het terrein in Haren is een definitieve oplossing, maar de woonwagenbewoners hechten evenveel belang aan provisoire terreinen, zoals een grote parking of een ongebruikt stuk grond. Veel infrastructuur is niet nodig; een waterpunt en de ophaling van hun vuilnis volstaan. De gemeenten kunnen zich dus niet achter dit argument verschuilen.

Het terrein moet bovendien niet bijzonder groot zijn, aangezien zij oordelen dat 35 woonwagens per terrein een maximum is. Het moet in heel wat gemeenten mogelijk zijn om dergelijke terreinen te vinden.

Bovendien gaat het slechts om een verblijf van niet meer dan twee à drie weken tussen maart en oktober, zodat het terrein ook nog voor andere doeleinden kan worden benut.

Tot slot is het belangrijk om een contactpersoon bij de administratie aan te duiden die niet alleen een brug vormt tussen de gemeente en de woonwagenbewoners, maar ook tussen de woonwagenbewoners en de buurtbewoners. Die persoon kan ook toezien op de naleving van de gemeentelijke bepalingen.

Kortom, er is eigenlijk niet veel voor nodig om deze mensen gastvrij te ontvangen.

Op 13 maart 2008 heeft minister Courard alle Waalse gemeenten een brief gestuurd over de tijdelijke opvang van woonwagenbewoners. Die brief vermeldde onder meer deze vier punten.

Door een soortgelijke brief te sturen aan de 19 Brusselse gemeenten, zou u een sterk signaal geven inzake gastvrijheid en verdraagzaamheid.

Deuxièmement, le terrain doit accueillir un maximum de 35 caravanes. Cela signifie que l'espace disponible ne doit pas être particulièrement vaste. Il est dès lors possible de trouver des emplacements de cette taille dans nombre de nos communes.

Troisièmement, la période de séjour est provisoire, de deux à trois semaines. Cet élément est essentiel dans notre réflexion : les gens du voyage, par définition, voyagent et ne s'installent pas pour de longues périodes qui empêcheraient toute autre utilisation mais pour une durée de quinze jours, trois semaines, entre mars et octobre.

Quatrièmement, il conviendrait de désigner une personne de contact dans l'administration, qui serait le relais entre la commune et les gens du voyage, mais aussi entre ceux-ci et la population. Cette personne veillerait également à la prise de connaissance et la bonne observation des dispositions communales. Enfin, elle permettrait la connaissance d'hommes, qui ferait fuir les peurs.

Ces quatre points sont essentiels pour l'accueil des gens du voyage. Une politique en la matière pourrait se baser sur des éléments assez simples comme un terrain provisoire, permettant d'accueillir une trentaine de caravanes pendant une période provisoire de deux à trois semaines.

Je vous ferai une petite proposition qui ne ruinera pas notre fragile équilibre budgétaire : le 13 mars 2008, le ministre Courard a adressé à l'ensemble des Collèges communaux wallons une lettre concernant le séjour temporaire des gens du voyage, qui reprenait notamment les quatre points que j'ai mentionnés.

Si vous ne l'avez encore fait, l'envoi d'une lettre semblable aux collèges des dix-neuf communes bruxelloises serait un signe de bonne hospitalité et de tolérance. Vous feriez ainsi un pas de plus dans ce "vivre ensemble" qui vous est si cher, qui est fait de cultures et d'horizons divers, et dans lequel les gens du voyage doivent, évidemment, avoir leur place.

Mme la présidente.- La parole est à Mme Maes.

Mme Annemie Maes (*en néerlandais*).- *Cette problématique n'est pas neuve et requiert une*

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Maes heeft het woord.

Mevrouw Annemie Maes.- Woonwagens zijn een realiteit die we niet kunnen noch mogen negeren.

politique réfléchie en ce qui concerne l'occupation des lieux. Un terrain pourvu des aménagements nécessaires est un des premiers leviers pour l'intégration des familles.

Les caravanes doivent également être reconnues comme un logement à part entière.

Bien que la plupart des communes suivent ce raisonnement, elles ne souhaitent pas l'appliquer sur leur territoire. Il revient donc à la Région de prendre des initiatives en la matière. Mon groupe souhaite également l'application de la résolution. Les communes qui agissent sont bien trop souvent livrées à leur sort.

Nous plaillons pour la création d'une commission "caravanes", chargée de l'élaboration et du suivi de la politique des emplacements, de l'adoption d'une ordonnance, de l'aménagement des terrains et du développement d'une politique globale en la matière sur toute la Région. Les concertations avec les asbl locales, les personnes de référence, les associations, la collecte des déchets, etc., entreraient également dans ce cadre.

Par ailleurs, la Région dispose seulement d'un terrain pour le camping ordinaire. Ce mode de déplacement, qui n'est pas lié strictement aux gens du voyage, est de plus en plus pratiqué, notamment par les jeunes. Il importe que cet aspect de la problématique soit aussi pris en considération.

Mme la présidente.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Je lis toujours avec étonnement cette résolution. Je

Het probleem is niet nieuw en er is nood aan een verstandig beleid wat de standplaatsen betreft. Een standplaats met de nodige voorzieningen is immers een eerste hefboom voor een betere integratie van de families en hun kinderen.

Woonwagens moeten ook erkend worden als een volwaardige woonvorm. Deze bijzondere wijze van wonen aanvaarden, is reeds een grote stap voorwaarts.

De meeste gemeenten gaan met deze redenering akkoord, maar wensen ze niet toe te passen op hun grondgebied. Bijgevolg is er nood aan meer initiatieven vanwege het gewest. De Groen!-fractie gaat dan ook akkoord met mevrouw Lemesre dat er een uitvoering van de resolutie komt. De gemeenten die wel iets aan het probleem willen doen worden immers te veel aan hun lot overgelaten. De heer De Lille heeft destijds als schepen voor Gelijke Kansen van de Stad Brussel gepoogd zijn verantwoordelijkheid op te nemen, maar dat was niet steeds evident. De rol van het gewest is bijgevolg belangrijk.

De Groen!-fractie wenst dat de regering de mogelijkheid bestudeert om een officiële woonwagencommissie op te richten die wordt belast met de uitwerking en de follow-up van het standplaatsenbeleid, de goedkeuring van een ordonnantie, de aanleg van terreinen en de ontwikkeling van een globaal beleid voor heel Brussel. Ook het overleg met plaatselijke vzw's, referentiepersonen, verenigingen, het probleem van de afvalophaling, enzovoort, moeten in dit kader aan bod komen.

Daarnaast is er ook nog het probleem van de gewone camping. Er bestaat in het gewest slechts één camping, met name in Elsene. Deze manier om zich te verplaatsen en op een plek te verblijven is niet alleen beperkt tot woonwagens en zigeuners, maar is ook een weidverbreed fenomeen; onder meer bij jongeren. Misschien kan deze commissie zich ook om dit aspect van deze problematiek bekommeren.

Mevrouw de voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Ik begrijp de aandacht voor de

comprends l'intérêt qu'on porte aux gens du voyage, mais vous admettez qu'elle s'apparente à un geste certes généreux, mais inapplicable. Il est question de plusieurs terrains de transit, de leur aménagement et de leur équipement. Nous ne disposons pas, au niveau régional, des réserves foncières pour le faire. Nous devons donc faire appel aux communes, qui doivent être sensibilisées à la problématique. Notre mission doit se limiter à aider les communes, à les sensibiliser via une circulaire les informant des aides financières disponibles.

Quant à désigner une personne au sein de l'administration, c'est déjà le cas avec un responsable qui s'intéresse à la problématique à travers l'usage de subsides. Il est vrai qu'un autre pourrait renseigner les communes qui le souhaitent.

En termes de disponibilité foncière, on ne peut comparer notre situation à celle des Régions flamande et wallonne. Nous ne savons pas offrir les mêmes possibilités, ni sur propriété régionale ni sur propriété communale.

Je ne peux que saluer l'investissement que la Ville de Bruxelles s'apprête à effectuer. Ce sont en effet les communes qui doivent y veiller, avec éventuellement l'aide de la Région. Le subside évoqué sera versé à la Ville de Bruxelles. C'est d'ailleurs la première fois que ce subside est formellement demandé par une commune. La Région peut donc accorder des subsides et, en fonction des demandes des communes, examiner s'il y a lieu d'augmenter les moyens financiers.

Je propose de réaliser une nouvelle circulaire à l'attention des communes en leur rappelant la résolution et notre disposition à examiner les demandes de subsides. Cependant, je répète que la Région ne possède pas plusieurs terrains d'une superficie minimale de 2000 m². La seule voie crédible et raisonnable consiste à soutenir les initiatives communales, peut-être dans une proportion supérieure aux 13.000 euros inscrits.

Mme la présidente.- Elle peut peut-être demander aux autres communes qui n'ont pas de terrains de contribuer, afin d'aider celles qui en ont.

woonwagengewoners, maar het probleem is dat het gewest gewoon geen gronden heeft die het zou kunnen gebruiken om de resolutie uit te voeren. Wij kunnen enkel de gemeenten stimuleren om terreinen ter beschikking te stellen, bijvoorbeeld door een circulaire te sturen waarin we wijzen op de resolutie en de gewestelijke steunmaatregelen.

Ik kan het initiatief van de Stad Brussel alleen maar toejuichen. Het is de eerste maal dat een gemeente aan het gewest een subsidie voor een dergelijk initiatief vraagt. Als andere gemeenten dit voorbeeld volgen, kunnen wij eventueel overwegen om het budget van 13.000 euro te verhogen.

Binnen de administratie is er reeds een persoon die zich met de woonwagenproblematiek bezighoudt via de toekenning van de subsidies, maar misschien kunnen wij nog een andere persoon aanduiden om de nodige inlichtingen aan de gemeenten te verstrekken.

Mevrouw de voorzitter (in het Frans).- *Het gewest zou de gemeenten die geen gronden ter beschikking stellen, kunnen vragen om steun te geven aan de gemeenten die dat wel doen.*

La parole est à Mme Lemesre.

Mme Marion Lemesre.- Votre réponse, M. le ministre-président, me laisse perplexe. Vous tenez, dans le domaine de l'aménagement du territoire, un discours à géométrie variable.

Ne dites pas que vous n'avez pas de bras armé en matière foncière. Vous pouvez le faire pour les logements, les bureaux, les entreprises, quand l'opération est valorisante, juteuse ou électoralement sexy. Mais lorsqu'il s'agit à l'évidence d'une compétence régionale, et compte tenu de votre capacité à acquérir des terrains, et d'inciter à mettre ceux-ci à disposition, c'est différent.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Vous moquez-vous de moi ? Voulez-vous que je reproduise votre interpellation de la fois passée ? Vous venez de dire exactement le contraire. Relisez-vous, cela vaut la peine.

Mme Marion Lemesre.- Je vous ai toujours interpellé pour rappeler qu'il s'agissait d'une compétence régionale. Il n'y a pas de raison que ce soit la Ville de Bruxelles qui investisse. Vous pouvez passer par les communes. C'est le discours que nous entendons depuis 2004 et qui ne débouche sur rien. Vous pouvez également vous saisir de cette compétence et devenir proactif. Ne dites pas que vous ne pouvez pas être proactif en aménagement du territoire. Vous pouvez débloquer des terrains.

Je vous suis peut-être sur le point suivant. La résolution a sans doute été trop loin en précisant le nombre de m². Cependant, il vous appartient de dire qu'il faut au moins deux terrains, un au nord et un au sud de la Région, et de réduire la taille de ceux-ci afin qu'ils n'accueillent qu'une trentaine de familles ou de caravanes. Ne dites pas qu'il revient aux communes de prendre l'initiative. Vous pouvez prendre l'initiative vous-même. Votre carence est manifeste. Pourquoi, sur le plan foncier, ne pas examiner les possibilités de terrains existants ? Je ne me moque pas de vous. Je dis simplement que ce n'est pas à la Ville de Bruxelles de déboursier 800.000 euros à charge du contribuable pour répondre à ce problème.

Si nous ne faisons rien, nous forçons les gens du

Mevrouw Lemesre heeft het woord.

Mevrouw Marion Lemesre (in het Frans).- U hanteert twee maten en twee gewichten. U beweert dat er weinig manoeuvreerruimte is om gronden ter beschikking te stellen, maar als het gaat om operaties die electoraal of financieel winstgevend zijn, is die ruimte er wél. Het staat buiten kijf dat het hier gaat om een gewestelijke bevoegdheid.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- Houdt u me voor de gek? De inhoud van uw betoog is volstrekt het tegenovergestelde van uw vorige interpellatie!

Mevrouw Marion Lemesre (in het Frans).- Ik heb altijd gezegd dat dit een gewestelijke bevoegdheid is. Ik begrijp niet waarom Brussel-Stad hiervoor 800.000 euro moet neertellen. U zegt nu al sinds 2004 dat u een beleid via de gemeenten voert, zonder enig resultaat. Waarom onderneemt u geen actie? U bent wel degelijk in staat om terreinen los te krijgen van de gemeenten.

Over één punt ben ik het met u eens, namelijk dat de resolutie het precieze aantal vierkante meter niet hoefde te vermelden.

Het gewest moet duidelijk maken dat er nood is aan ten minste twee terreinen, één in het noorden en één in het zuiden, en dat het niet gaat om grote terreinen. De bal ligt in het kamp van het gewest! Waarom onderzoekt u niet welke mogelijkheden de bestaande terreinen bieden?

Als de overheid geen actie onderneemt, dwingt ze de woonwagengewoners tot wildparkeren. Dat leidt tot overlast en dan worden de woonwagengewoners niet aanvaard in de wijk.

Ik ben het niet eens met het voorstel van de heer Lurquin om te voorzien in kleine parkings zonder enige begeleidende maatregelen. Er is meer nodig dan een ambtenaar om de situatie op

voyage à pratiquer le stationnement sauvage. Au bas de l'avenue des Croix de feu et de l'avenue des Croix de guerre stationnement des gens du voyage. Ils perturbent tout le quartier, en l'absence d'encadrement et de sanitaires.

Je ne dis pas, comme M. Lurquin, que nous devons créer de petits parkings par-ci par-là, sans encadrement. Il faut davantage qu'un fonctionnaire chargé de suivre la situation sur le plan administratif. Une personne doit accueillir les gens du voyage et veiller à la perception des redevances et à l'entretien du terrain. Sinon, cela devient une nuisance pour les riverains. Nous retombons alors dans un schéma de rejet de la différence. Ce mode de vie existe en Europe et nous devons en tenir compte. Nous sommes une des dernières capitales d'Europe à ne pas assumer cette fonction. Non, je ne me moque pas de vous et non, je ne change pas de discours. Il s'agit d'une compétence régionale. Je continue à défendre la résolution que nous avons votée, tous partis démocratiques confondus.

Mme la présidente.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Je maintiens que cette résolution était d'une générosité inadaptée à nos possibilités. Nous avons certaines réserves foncières, mais celles-ci sont appelées à héberger d'autres activités, elles aussi prioritaires. Je suis malgré tout passablement agacé. Mme Lemesre me dit que je suis surtout intéressé par des activités qui servent Bruxelles, le logement et l'activité économique.

Je relis votre texte. "La Ville de Bruxelles prend l'initiative de mettre à disposition des gens du voyage un terrain à Haren". Nous sommes donc contents.

Mme Marion Lemesre.- Vous contestez l'affectation à Haren. Maintenant, vous voulez installer une prison à cet endroit. Haren en a marre de recevoir systématiquement tout ce dont les autres ne veulent pas. Ne dénaturez pas mes propos.

M. Charles Picqué, ministre-président.- Ah, nous y voilà ! Il s'agit donc bien d'une incarnation parfaite du problème suivant : nous pouvons être

administratief vlak te volgen. Er moet ook iemand zijn die instaat voor het onthaal, de bijdrage int en erop toeziet dat het terrein wordt onderhouden.

Brussel is een van de laatste Europese hoofdsteden die geen beleid voor de woonwagenbewoners heeft uitgewerkt.

Nee, ik houd u niet voor de gek. Nee, ik spreek mezelf niet tegen. Ik blijf erbij dat dit een gewestelijke bevoegdheid is. Ik blijf ook de resolutie verdedigen die alle democratische partijen samen hebben goedgekeurd.

Mevrouw de voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *En ik blijf erbij dat deze resolutie gezien de schaarse gewestmiddelen niet realistisch was. Het gewest beschikt wel over grondreserves, maar die worden ingezet voor andere prioritaire maatregelen.*

Mevrouw Lemesre, volgens het verslag hebt u letterlijk gezegd dat Brussel-Stad een terrein in Haren ter beschikking zal stellen van de woonwagenbewoners.

Marion Lemesre (in het Frans).- *Ja, maar nu wilt u op dat terrein een gevangenis bouwen. Haren is het beu om de minst gegeerde projecten te moeten onthalen.*

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Nu zijn we bij de kern van het probleem aanbeland. Men is bereid om vrijgevig te*

généreux, mais pas dans mon jardin. Est-ce bien cela ? C'est tout ce que je voulais entendre.

- *L'incident est clos.*

QUESTIONS ORALES

Mme la présidente.- L'ordre du jour appelle les questions orales.

QUESTION ORALE DE MME MARION LEMESRE

À M. CHARLES PICQUÉ, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

concernant "la restauration de l'immeuble classé situé au n° 62 quai aux Briques".

Mme la présidente.- La parole est à Mme Lemesre.

Mme Marion Lemesre.- M. Lurquin dira peut-être qu'on se répète ; il est vrai que c'est un dossier qui revient. Mais c'est ça, la politique : lorsqu'à un moment donné, on fait le constat que la situation n'évolue pas, il faut bien revenir au sujet. Comme disait Tocqueville, taper sur le même clou peut-être aboutir à une solution.

La maison située au 62 quai aux Briques, qui date du XVII^e siècle, est classée depuis 1993. Pourtant, ce vestige de notre histoire demeure toujours à l'abandon.

En 2007, le secrétaire d'État, M. Kir, indiquait qu'un engagement "patrimoine" de 800.000 euros avait été inscrit au budget ; mais que celui-ci

zijn, maar niet als het om de eigen achtertuin gaat!

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAGEN

Mevrouw de voorzitter.- Aan de orde zijn de mondelinge vragen.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW MARION LEMESRE

AAN DE HEER CHARLES PICQUÉ, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGS-SAMENWERKING,

betreffende "de renovatie van het beschermd gebouw aan de Baksteenkaai 62".

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Lemesre heeft het woord.

Mevrouw Marion Lemesre (*in het Frans*).- *Het gebouw aan de Baksteenkaai nr. 62, dat uit de 17de eeuw dateert, is sinds 1993 beschermd, maar verkeert in bijzonder slechte staat.*

In 2007 verklaarde de heer Kir dat er een bedrag van 800.000 euro op de begroting was ingeschreven voor de renovatie van het pand, maar dat dit bedrag niet werd geordonnanceerd omdat er een vordering tot overdracht en een vordering tot staking inzake leefmilieu tegen de eigenaar werden ingesteld.

De heer Kir verklaarde dat gezien de erbarmelijke staat van het pand, het dossier zo snel mogelijk diende te worden gedeblokkeerd om met de werken